

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORISOL SCEA

route de Méru
60175 Villeneuve-Les-Sablons

Références : IC-R/452/25-AuL/SF
Code AIOT : 0005105684

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement VALORISOL SCEA implanté Route de Méru - Le Gibet Monin 60175 Villeneuve-les-Sablons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un contrôle de conformité du site vis-à-vis des meilleures techniques disponibles du BREF WT. Cette visite a été annoncée à l'exploitant le 7 octobre 2025.

Cette inspection fait également suite à l'incendie de janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORISOL SCEA

- Route de Méru - Le Gibet Monin 60175 Villeneuve-les-Sablons
- Code AIOT : 0005105684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VALORISOL sise route de Méru, au lieu-dit « le Gibet Monin », sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Sablons (60), est spécialisée dans la valorisation des déchets verts et des déchets de sous-produits d'animaux de catégorie 3 en compost.

VALORISOL est située en périphérie de la commune de Villeneuve-les-Sablons, entre la RD n° 205 et le Bois de Bray. Les installations occupent une superficie d'environ 42 000 m².

Actuellement, le site relève de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique 2780 3a) et au titre de la rubrique 3532 pour le traitement biologique de déchets non dangereux.

Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 octobre 2013 et des arrêtés préfectoraux complémentaires des 27 octobre 2020, 28 mai 2024 et 23 janvier 2025.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	MTD Générique – Capacité de stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Entretien des bassins	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 3.1.3 de l'annexe 1	Demande d'action corrective	1 mois
9	Conditions du procédé de compostage	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 8.1.4.2 de l'annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Porter à connaissance	AP Complémentaire du 27/10/2020, article 1.5.1 de	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		l'annexe 1		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique – Inventaire	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Sans objet
2	MTD Générique – Tri des indésirables	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)	Sans objet
3	MTD Générique – Zones sensibles	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	Sans objet
5	MTD Générique – Émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	Sans objet
6	MTD Générique – Consommation et Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a développé ses activités.

Il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en place de mesures pour s'assurer que les capacités maximales de matières premières entrantes sont respectées.

Il a été constaté que la hauteur des andains est supérieure aux 3 mètres réglementaires.

Un incendie s'est déclaré en janvier 2025. Le SDIS a mis environ 2 mois à éteindre le feu couvant. Le dépassement des capacités de stockage et la hauteur des andains ont certainement contribué à la difficulté qu'a rencontrée le SDIS pour maîtriser l'incendie.

Par ailleurs, courant 2025, il a été constaté la construction d'un bâtiment qui n'a pas été porté à la connaissance du préfet.
Pendant la durée des travaux, les distances entre les andains n'ont pas été respectés (voir annexe 1).

Un non-respect des capacités de stockage, des hauteurs de stockage et des distances entre les andains augmentent le temps nécessaire au SDIS pour venir à bout d'un incendie.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : <ol style="list-style-type: none"> Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; Les données relatives à la biodégradabilité ; Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
<p>Constats :</p> <p>Dans le dossier de réexamen et MTD transmis à l'Inspection le 16 janvier 2024, l'exploitant a présenté les diagrammes des activités effectuées sur le site :</p>

- compost de bio-déchets alimentaires,
- compost de végétaux,
- biomasse.

L'exploitant a transmis par mail du 13 octobre 2025 ses inventaires d'effluents aqueux et gazeux.

Dans son document l'exploitant a établi pour les effluents aqueux :

- l'origine et la nature des effluents aqueux,
- les caractéristiques physiques et chimiques des effluents,
- la collecte et la gestion des eaux :

- > revêtement et étanchéité,
- > réseau de collecte,
- > bassins de décantation,
- rejets éventuels et surveillance,
- mesures de prévention des pollutions accidentelles.

Dans son document l'exploitant a établi pour les effluents gazeux :

- l'origine et la nature des émissions,
- la typologie,
- la quantification et impact attendu,
- les dispositifs de prévention et de réduction :

- > odeurs,
- > poussières,
- > gaz d'échappement,
- la surveillance et suivi.

Ce document respecte la prescription en présentant les informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, ainsi que les informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux et gazeux.

Les effluents aqueux sont tous collectés sur le site et sont entièrement réutilisés dans le process de compostage. Les effluents sont traités par décantation. Il a été constaté la présence des bassins et des décanteurs.

Les effluents gazeux sont diffus. Des mesures olfactométriques sont programmées tous les deux ans. La dernière campagne de mesure date de décembre 2023. Cette dernière conclut :

"L'évaluation de l'impact odeurs réalisée conformément aux exigences de l'article 26 de l'arrêté du 22 avril 2008 (concentration, débit et dispersion) montre que les concentrations calculées au niveau des zones d'habitation dans un rayon de 3 km autour du site sont bien inférieures à la valeur seuil de 5 uoE/m³ plus de 175 h/an.

A noter que le seuil de perception des odeurs de 1 uoE/m³, est atteint uniquement pour les riverains présents à l'Est du site (uniquement pour le percentile 98 soit moins de 175 h/an). Ce qui signifie

qu'occasionnellement, les habitants dans cette zone sont susceptibles de percevoir les odeurs émises par le site Valorisol".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique – Tri des indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)

Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants

Prescription contrôlée :

Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :

- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;
- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;
- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;
- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;
- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamisage.

Constats :

Dans le dossier de réexamen et MTD transmis à l'Inspection le 16 janvier 2024, l'exploitant indique avoir mis en place une procédure d'acceptation préalable des déchets : un contrat avec un cahier des charges et une fiche, puis un certificat d'acceptation préalable valable 1 an.

La procédure de contrôle à réception prévoit un contrôle visuel lors du déchargement.

Deux opérations de tri peuvent s'effectuer :

- un tri manuel des matières indésirables identifiées qui sont retirées et envoyées vers une filière appropriée. Si jugé trop important, le chargement est refusé ;
- une séparation par criblage (à la fin du processus de fermentation ou de maturation).

Il a été constaté sur le site, la présence :

- de poubelles pour les déchets non conformes qui seront traités par l'ATOM ;
- de containers destinés aux déchets non conformes et recyclables (métaux...).

Concernant l'acceptation des déchets verts

L'exploitant a présenté une fiche de non-conformités complétée le 23 mai 2025 suite à un arrivage de bois non conforme qui présentait plus de 20 % d'éléments exogènes (plastiques, gravats, pièces métalliques, plâtres).

Le document indique le traitement de la non conformité :

- tri complet du chargement,

- visite du site concerné pour passage des consignes de tri,
- dernier avertissement avant déclassement.

Concernant les SPAN 3

Le contrôle et les refus de livraison sont effectués en amont, au moment de la collecte.

L'exploitant a indiqué que la principale difficulté résidait dans les PAV (points d'apports volontaires) où les consignes de tri ne sont pas toujours respectées.

Un PAV est refusé si environ 20 % de la collecte est non conforme. L'exploitant a montré le ruban adhésif utilisé pour fermer le PAV et sur lequel est indiqué « tu ne tries pas, on ne collecte pas ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique – Zones sensibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)

Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage

Prescription contrôlée :

Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :

- lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ;
- lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.

Constats :

Le site de la société VALORISOL est entourée par des champs agricoles et des bois.

Aucun cours d'eau ne se trouve à proximité immédiate du site :

- le Merderon et le Ru de Méru sont situés respectivement à 2,15 km à l'ouest et 3,15 km à l'est ;
- le PNR du Vexin est situé à 3 km au sud ;
- la ZNIEFF type 1 - Marais d'Amblainville est à 4,80 km au sud site.

Le site n'est pas implanté dans un périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.

Les premières habitations sont implantées à 500 m du site d'exploitation. Elles sont séparées par des champs agricoles et des zones végétalisées.

Afin d'éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité, une organisation spatiale est mise en place.

L'exploitant a présenté la dernière version de son plan de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD Générique – Capacité de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
Prescription contrôlée : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
Constats : <u>Compostage des déchets SPAN</u> L'exploitant a présenté, dans un porter à connaissance du 10 décembre 2024, l'augmentation de sa capacité de stockage des biodéchets. Ce dossier a été instruit par l'Inspection et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2025. La capacité de stockage pour les SPAN catégorie 3 est dorénavant de 12 t/jour (soit 3 120 t/an pour 260 jours ouvrés). Elle était auparavant de 900 t/an. Le site dispose d'une zone exclusivement dédiée au compostage des déchets SPAN de catégorie 3 d'environ 3 000 m ² . Le cycle de valorisation complet est compris entre 15 et 18 semaines (dont 14-17 semaines de maturation extérieure, 1 semaine dans le conteneur) entre la réception du SPAN 3 et sa valorisation matière normée NFU 44-051. Selon les informations de son dossier, la capacité maximale présente sur site correspond ainsi à 2 cycles, soit une quantité de 1 520 tonnes (poids équivalent en matières premières) : <ul style="list-style-type: none">4 casiers de 20 tonnes = 80 tonnes,6 caissons d'hygiénisation à 15 tonnes = 90 tonnes,3 casiers de maturation de 320 tonnes = 960 tonnes,compost criblé = produit fini 180 tonnes (qui correspond à 390 tonnes de matières entrantes). L'exploitant a présenté l'évolution de son stockage : <ul style="list-style-type: none">2023 : 418 tonnes,2024 : 588 tonnes,2025 (la veille du contrôle) : 869 tonnes. L'exploitant respecte donc sa capacité de stockage pour les déchets SPAN catégorie 3. Sur site, il a été constaté que tous les casiers n'étaient pas pleins et que le site ne détenait que 4 caissons d'hygiénisation.

Compostage des déchets verts /biomasse

L'exploitant a indiqué que depuis le 6 octobre 2025, le site utilise un nouveau logiciel pour suivre sa gestion des stocks.

L'exploitant a fourni à l'inspection des extractions de ses états des stocks entrée et sortie.

Les documents indiquent qu'au jour du contrôle, le site a réceptionné 31 717 tonnes de matières :

- entre le 01 janvier 2025 et le 06 octobre 2025 : 30 179 tonnes de matières,
- depuis le 06 octobre 2025 : 1 538 tonnes.

La quantité de matières premières entrantes pour l'année 2025 dépasse, depuis le mois d'octobre, la quantité de matières autorisées à être traitées en vue du compostage sur le site qui est de 30 000 t/an.

L'exploitant ne sépare pas dans son état des stocks, les matières premières destinées à l'activité de compostage de celles destinées à la biomasse et vendues comme combustibles.

Il n'est donc pas possible de s'assurer du respect des capacités autorisées.

Non conformité (fait significatif) : les documents issus du logiciel de gestion des stocks ne font pas référence aux capacités de stockage maximales autorisées. L'exploitant ne s'assure pas du respect des quantités de déchets traités sur le site. Aucune mesure n'est prise pour éviter l'accumulation de déchets sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mise en demeure de mettre en place des mesures afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockés est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : MTD Générique – Émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité c) Prévention de la corrosion d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses e) Humidification f) Maintenance g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré mettre en œuvre les techniques suivantes pour réduire les émissions atmosphériques diffuses (poussières, composés organiques, odeurs):</p> <ul style="list-style-type: none"> • limitation de la vitesse de circulation à 20 km/h, • mise en place de haies pour limiter propagation des poussières, • voies de circulation pourvues d'enrobé, • humidification, • criblage et broyage lent et grossier, • nettoyage régulier de la plateforme et des abords, • arrosage régulier des andains pour maintenir taux d'humidité. <p>L'inspection n'a pas de remarque à formuler sur ces informations et n'a pas constaté de non-conformité sur ces points.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : MTD Générique – Consommation et Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Optimisation de la consommation d'eau b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites c) Séparation des flux d'eaux d) Remise en circulation de l'eau e) Surface imperméable f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets h) Infrastructure de drainage appropriée i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement

Constats :

Le dossier de réexamen précise les techniques mises en place sur ce sujet :

a - L'ensemble des aires de la plateforme est revêtu d'un revêtement en enrobé. La pente naturelle permet de collecter aisément les eaux pluviales de ruissellement dans des bassins de décantation successifs. Les eaux pluviales sont utilisées dans le process de la fabrication du compost.

Il n'y a pas d'utilisation de l'eau potable pour le procédé de compostage, uniquement pour l'aire de lavage dédiée au SPAN 3.

b - Contrôle régulier de la plateforme pour apprécier l'état des trottoirs, caniveaux et grilles avec réparation si nécessaire. Les bassins sont inspectés tous les 5 ans pour détecter d'éventuelles fuites lors du nettoyage.

c-

1 - Eaux usées domestiques : collectées et traitées dans une fosse. Un contrat annuel est formalisé pour la reprise et l'épandage.

2 - Eaux de toitures : cuve de récupération des eaux de pluie de 30 m³, puis trop plein dirigé par un écoulement naturel dans le fossé bordant la partie ouest du site.

3 - Eaux de process : les eaux de ruissellement des aires techniques sont dirigées vers deux caniveaux de collecte et amenées jusqu'aux bassins de décantation.

d - Les eaux présentes dans les bassins de décantation peuvent être utilisées en interne pour l'arrosage des andains, du stockage de produits finis et des voies de circulation.

e - L'ensemble des aires de la plateforme est revêtu d'un revêtement en enrobé.

f - Cuve de stockage de carburant sur bac de rétention (non observé par l'Inspection).

g - Les opérations de compostage des déchets sont réalisées à l'air libre.

h - Intégralité des eaux pluviales collectées pour être dirigées vers les bassins de collecte.

i - Les bassins de décantation et de rétention des eaux peuvent être obturés par l'arrêt des pompes de vidange.

L'inspection n'a pas de remarque à effectuer sur ces informations, excepté pour le point b qui est abordé dans le point de contrôle n° 10.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de fonctionnement du procédé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <p>« - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ; « - rapport C/ N, taille des particules des déchets entrants ; « - mesures de température et d'humidité relevées en différents points au cours du processus (la surveillance du taux d'humidité dans l'andain n'est pas applicable aux procédés confinés lorsque des problèmes sanitaires ou de sécurité ont été mis en évidence. Dans ce cas, il est possible de contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets dans l'unité de compostage confiné, puis de moduler ce taux à la sortie des déchets de l'unité de compostage confiné) ; « - dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains, ou informations sur l'aération de l'andain (par exemple, concentration d'O₂ ou de CO₂ dans l'andain, température des flux d'air en cas d'aération forcée) ; « - porosité, hauteur et largeur des andains. » [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise le logiciel COMPOSTIX pour suivre la traçabilité de ses composts. L'Inspection a pu constater qu'à partir de ce logiciel, les informations sur les mesures de température, les dates de retournement, les suivis des lots pouvaient être retrouvées. Un test de traçabilité a été effectué sur le lot 130 final issu du compost de SPAN de catégorie 3. L'exploitant a pu, à partir de ce lot, remonter sur l'ensemble des lots "filles" qui le composent.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyse LAB25-24677-1 établi par la société "SADEF Agronomie et environnement" du 01 octobre 2025 établi pour le lot n°130. Ce rapport conclut à deux non-conformités pour : - la teneur en Azote total : 30.9 au lieu de 30 (en pourcentage de masse sur produit brut) ; - la teneur totale N + P₂O₅ + K₂O : 70,2 au lieu de 70 (en pourcentage de masse sur produit brut). L'exploitant a indiqué que le dépassement étant minime et il n'avait pas mis en place d'actions correctives. Le rapport d'analyse ne précise pas les incertitudes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif : il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du laboratoire pour confirmer que ce dépassement n'entraîne pas de déclassement du compost et que ce dernier peut afficher sa conformité à la norme NF U44-051. L'Inspection sera informée des conclusions.</p>

Observation: l'exploitant a indiqué effectuer deux analyses par an pour le compost issu des déchets verts et quatre analyses par an pour le compost issu des SPAN de catégorie 3. L'exploitant doit s'assurer que, conformément à l'article 16 de l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement, chaque lot de produits finis est conforme à la norme relative aux matières fertilisantes et supports de culture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Entretien des bassins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 3.1.3 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs/infiltration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter la stagnation prolongée de boues en fond des bassins de collecte des eaux de ruissellement. Ces bassin sont nettoyés autant que de besoin et au moins une fois tous les 5 ans, l'étanchéité des bassins est contrôlé à cette occasion. Cette fréquence est augmentée en cas de formation d'odeurs en provenance de ces bassins. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de collecte des effluents. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conformité (fait modéré) : l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les dates des inspections et des nettoyages des bassins. Le bassin n°4 est dégradé et l'exploitant a déclaré prévoir une réfection en 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de programmer une vidange de chacun des bassins pour vérifier l'état des bâches et s'assurer de l'absence de fuite ou d'infiltration, en commençant par le bassin n°4 en 2026. Ces inspections (vidange, entretien, réparation) seront documentées et archivées pour être mises à la disposition de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Conditions du procédé de compostage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 8.1.4.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des andains
Prescription contrôlée :

<p>(...) L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau des stockages des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation.</p> <p>La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.</p> <p>La hauteur peut-être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet sur la composition du compost. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les tas et andains issus des déchets verts dépassent les 5 mètres de hauteur.</p> <p>Non conformité (fait significatif) : la hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mise en demeure de respecter une hauteur des tas de 3 mètres ou de 5 mètres des tas en fermentation et maturation si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet sur la composition du compost.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Porter à connaissance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article 1.5.1 de l'annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Est regardée comme substantielle la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence d'un bâtiment à l'entrée du site destiné à protéger des intempéries</p>

certaines andains. Ce bâtiment d'une surface de 3 000 m² sert au stockages des broyats à destination des chaufferies.

Le plan de la plateforme de compostage, qui a été fourni le jour de l'inspection, ne correspond plus au plan fourni dans le dernier dossier déposé en décembre 2024. Des aires de stockages ont été déplacées /rajoutées. (Voir annexe 1 - évolution plan du site) :

- stockage végétaux,
- réception-tri-végétaux,
- stockage biomasse.

L'exploitant a modifié et développé certaines activités de son site. Le site accueille aujourd'hui une quantité de matières premières à traiter supérieure à la capacité maximale de son arrêté d'autorisation (voir point de contrôle n° 4).

Non conformité (fait significatif) : l'exploitant n'a pas informé le Préfet des modifications d'exploitation établies sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mise en demeure de porter à la connaissance du préfet les évolutions mises en place sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois